

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 27-30 octobre 2008

PROJETS APPROUVÉS PAR CORRESPONDANCE

**Point 9 de l'ordre du
jour**

*Pour information**

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2008/9-B/1
16 septembre 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR CORRESPONDANCE ENTRE LA SESSION ANNUELLE ET LA DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DE 2008 – SOMALIE 10191.1

Aide alimentaire à des fins de secours et de protection des moyens de subsistance

Le 24 juin 2008, l'augmentation budgétaire a été soumise aux membres du Conseil pour approbation par correspondance. Cette révision couvrirait la fourniture de 320 331 tonnes supplémentaires de produits alimentaires pour un coût de 289 226 961 dollars. L'approbation a été obtenue le 2 juillet 2008.

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. La situation humanitaire en Somalie se détériore rapidement, en raison d'un durcissement du conflit, des déplacements, de l'hyperinflation et de la sécheresse. En avril, l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire (FSAU) et le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWSNET) ont déclaré une catastrophe humanitaire touchant 2,6 millions de personnes et indiqué que, selon toute probabilité, ce nombre atteindrait 3,5 millions d'ici au 31 décembre 2008. Le bureau du PAM en Somalie propose une prolongation et une augmentation budgétaire de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) afin:
 - de prolonger les opérations de huit mois, du 1^{er} août 2008 au 31 mars 2009;
 - de porter progressivement le nombre de bénéficiaires des opérations d'urgence de 1,4 million en mai 2008 à 2,4 millions par mois d'ici à décembre 2008, en intensifiant l'aide ciblant la population urbaine; 2,4 millions de bénéficiaires par mois seraient ainsi inclus de janvier à mars 2009; et
 - d'élargir les opérations d'urgence de la région du centre afin de répondre aux besoins de 240 000 bénéficiaires supplémentaires de juin à août 2008.
2. La prolongation jusqu'au 31 mars 2009 permettra de planifier une nouvelle opération, qui sera présentée pour approbation en février 2009. Cette nouvelle opération prendra en compte l'estimation des récoltes *gu*¹ effectuée par la FSAU et les évaluations rapides des besoins d'urgence menées en zone urbaine.

JUSTIFICATION

Résumé des activités de l'intervention prolongée de secours et de redressement

3. À l'origine, cette intervention tablait sur une stabilisation de la situation en Somalie et une transition progressive vers la phase de redressement. Le conflit civil et l'insécurité ont empêché cette progression, et l'extension du conflit, les mauvaises récoltes successives et l'hyperinflation ont même généré à nouveau d'importants besoins de secours.
4. L'aide du PAM est passée de 700 000 bénéficiaires en août 2006 à 1,4 million en mai 2008. Les évaluations les plus récentes prévoient que 3,5 millions de personnes, soit quasiment la moitié de la population somalienne, auront besoin d'une assistance à la fin de 2008. Les groupes vulnérables sont les personnes déplacées (1,1 million), les populations rurales exposées à l'insécurité alimentaire (1,5 million) et les populations urbaines exposées à l'insécurité alimentaire (900 000). Près de 90 pour cent des personnes vulnérables vivent dans le sud et le centre du pays. Sur ces 3,5 millions de personnes, le PAM portera assistance à 2,4 millions, dont 600 000 déplacés et 715 000 habitants des villes. CARE (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere) a demandé qu'entre juin et août 2008, le PAM vienne en aide à 240 000 bénéficiaires supplémentaires dans le centre de la Somalie. Elle se chargera elle-même, en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de soutenir le reste de la population vulnérable vivant dans cette région.

¹ Quelque 70 pour cent de la production céréalière annuelle de la Somalie proviennent des récoltes qui suivent les pluies *gu*, et ces dernières tombent généralement entre avril et juin; la saison des pluies *deyr*, qui survient entre décembre et février, produit une récolte plus réduite.



5. Le principal objectif est de fournir une aide alimentaire d'urgence à des groupes vulnérables dont la vie et les moyens de subsistance sont menacés. Au total, 95 pour cent de l'aide seront fournis sous forme de distributions générales de vivres aux personnes déplacées et aux populations exposées à l'insécurité alimentaire dans les zones rurales et urbaines, tandis que les activités Vivres contre travail (VCT) et Vivres au profit de l'éducation (VPE) représenteront respectivement 3 et 2 pour cent. Environ 89 pour cent de l'aide du PAM ciblera le sud et le centre de la Somalie.

Conclusions et recommandations tirées des évaluations

6. En avril, la FSAU et FEWSNET ont publié les résultats des récoltes de la campagne *deyr*¹, ainsi que des évaluations rapides des besoins d'urgence dans toutes les zones urbaines du pays. Les deux organes ont lancé une alerte rapide indiquant que la situation humanitaire se dégraderait dans les mois à venir. Cette alerte prédit que 3,5 millions de personnes entreront en phase de "crise alimentaire et crise des moyens de subsistance aiguës" et en situation "d'urgence humanitaire"² d'ici à décembre 2008, notamment les communautés urbaines pauvres et les communautés rurales exposées à la sécheresse. La FSAU appelle à organiser les interventions de secours dès maintenant.
7. La conjoncture actuelle et l'évolution récente en matière de malnutrition, d'insécurité, d'hyperinflation et de récoltes confirment que la situation ne cesse de se détériorer.
8. En janvier 2008, la FSAU a indiqué que les taux de malnutrition avaient grimpé dans les régions du Shabelle, de l'Hiran et du centre, et dans la région méridionale du Nugal dans le Puntland, la malnutrition aiguë globale dépassant le seuil d'urgence de 15 pour cent. En avril, la FSAU a signalé une hausse de la malnutrition dans le district d'El Berde, dans la région de Bakool, avec un taux de malnutrition aiguë globale de 24 pour cent. Si les taux de malnutrition restent stables en zone urbaine, Action contre la faim (ACF) a noté un accroissement du nombre d'admissions dans ses centres d'alimentation thérapeutique de Mogadiscio. Les personnes déplacées affichent des niveaux de malnutrition alarmants dans l'ensemble du pays³, en raison de problèmes d'indisponibilité et de difficultés d'accès aux produits alimentaires. Les autres facteurs incluent un accès réduit des ménages pauvres à l'eau potable, des services sanitaires et d'assainissement inadéquats, des pratiques alimentaires inappropriées, une alimentation trop peu variée et des diarrhées aqueuses aiguës.
9. Le conflit ouvert se poursuit à Mogadiscio. Il s'étend à d'autres agglomérations, et on observe des déplacements massifs vers les régions du Shabelle, de l'Hiran et du centre, ce qui pèse lourdement sur des ressources déjà limitées. Selon la dernière mise à jour des données nutritionnelles de la FSAU (janvier 2008), 40 pour cent des ménages de la région du centre se déclarent être nouvellement déplacés ou hôtes de personnes récemment déplacées. Le conflit accroîtra probablement les mouvements de population.
10. L'hyperinflation qui lamine toute la Somalie réduit l'accès aux produits alimentaires. Les mauvaises récoltes nationales, le tassement des importations commerciales, la perturbation des échanges commerciaux due au conflit et la dévaluation du shilling somalien ont contribué à augmenter le prix des céréales de 80 pour cent entre janvier et mars 2008. En mars 2008, le prix des céréales était de 215 à 475 pour cent plus élevé qu'en mars 2007⁴.

² Les paliers de la Classification intégrée par phases de la sécurité alimentaire et de la situation humanitaire sont les suivants: 1 – sécurité alimentaire générale; 2 – insécurité alimentaire chronique; 3 – crise alimentaire et crise des moyens de subsistance aiguës; 4 – urgence humanitaire; et 5 – famine/catastrophe humanitaire.

³ Toutes les informations sur la nutrition sont tirées des rapports généraux de la FSAU, janvier et avril 2008.

⁴ FSAU *Monthly Food Security and Nutrition Brief*, 9 avril 2008.



Les produits alimentaires de base sont de moins en moins accessibles aux personnes déplacées et aux populations pauvres des zones rurales et urbaines. Une évaluation rapide des besoins d'urgence dans les zones urbaines du sud et du centre de la Somalie, à l'exception de Mogadiscio, a signalé que 600 000 pauvres des villes, soit près de 20 pour cent de la population urbaine, sont en phase de "crise alimentaire et crise des moyens de subsistance aigus" ou en phase "d'urgence humanitaire". Selon les prévisions de la FSAU, ce nombre atteindra 900 000 d'ici à décembre 2008.

11. Les probabilités d'une récolte satisfaisante issue des pluies *gu* d'avril à juin sont plus que faibles. L'aridité s'est aggravée, avec une saison anormalement sèche de janvier à la mi-avril. La principale saison des pluies *gu*, attendue en avril, n'avait toujours démarré à la mi-mai. Les pasteurs ont souffert du manque de pluies pendant deux saisons consécutives, qui a entraîné une dégradation des zones de pâturage, des prix élevés pour l'eau acheminée par camion, et une aggravation de l'état du bétail, y compris une hausse de sa mortalité. Ces facteurs s'ajoutent à l'hyperinflation, à l'afflux de personnes déplacées et à une insécurité civile grandissante. Quelque 70 pour cent de la production céréalière annuelle de la Somalie proviennent des récoltes qui suivent les pluies *gu*.

Objet de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

12. Cette révision répond à l'appel de la FSAU, qui a demandé que des mesures soient immédiatement prises en prévision du pire, et se fonde sur les besoins de secours évalués jusqu'en mars 2009. Les prévisions supposent que l'inflation va vraisemblablement se poursuivre, que les saisons de pluies *gu* tardives et faibles de la mi-avril à juin accentueront les effets des mauvaises récoltes précédentes, et que le conflit provoquera des déplacements de populations supplémentaires.
13. La FSAU prévoit que 2,6 millions de personnes en juin, et 3,5 millions d'ici à décembre 2008, auront besoin d'une aide alimentaire. Le PAM soutiendra 1,5 million de bénéficiaires en juin, et portera ce chiffre à 2,4 millions par mois d'ici à décembre 2008 et jusqu'à mars 2009. CARE a demandé que le PAM vienne en aide à 240 000 bénéficiaires supplémentaires dans le centre de la Somalie, de juin à août 2008. En collaboration avec le CICR, CARE fournira elle-même l'aide alimentaire aux autres habitants de la région qui en auront besoin. Le PAM et ses partenaires mettront à jour les informations liées à la planification et suivront de près les événements identifiés comme critiques par la FSAU.
14. Le PAM utilisera plus régulièrement de grands cargos pour acheminer les produits alimentaires vers les cinq principaux ports qui desservent Benadir, le Moyen-Shabelle et le Bas-Shabelle. De là, les transporteurs locaux pourront rapidement approvisionner les zones intérieures adjacentes, où vit une grande partie des bénéficiaires. Le transport terrestre entre le Kenya et l'ouest de la Somalie offre d'autres options possibles. Les neuf points de livraison avancés du PAM continueront de pourvoir aux besoins logistiques. Des unités de stockage mobiles supplémentaires seront installées pour porter la capacité de stockage du pays de 38 000 à 47 000 tonnes.
15. Le bureau de pays travaille avec 116 partenaires coopérants; les accords sont actuellement revus pour répondre à l'accroissement des besoins de distribution. Les partenaires renforceront leurs moyens à mesure que le programme prendra de l'ampleur entre juin et décembre 2008. Dans la région du centre, CARE assurera la distribution des vivres. Le PAM déploiera des équipes d'intervention rapide pour accroître les capacités de distribution et de suivi de ses partenaires coopérants.
16. Le PAM augmentera les effectifs chargés de l'intervention en Somalie. Pas moins de 80 Somaliens supplémentaires seront recrutés pour les régions du sud et du centre, dont 25 agents chargés du suivi. Les distributions feront l'objet d'une surveillance, et une partie



d'entre elles seront supervisées par des administrateurs internationaux. Plus de la moitié du personnel du PAM sera basé sur place. Deux nouveaux bureaux auxiliaires viennent d'ouvrir en Somalie du sud et du centre; chaque bureau est dirigé par un fonctionnaire international, appuyé par des chargés de programmes et des chargés de la logistique recrutés sur le plan international et par des agents nationaux.

17. L'augmentation budgétaire fournira une aide alimentaire d'urgence aux personnes déplacées, aux communautés d'accueil mises à rude épreuve et aux populations exposées à l'insécurité alimentaire et n'ayant qu'un accès limité aux marchés. Le PAM distribuera 320 331 tonnes supplémentaires de produits divers, en assurant principalement des distributions générales de vivres à des ménages ciblés, vivant dans des zones géographiques identifiées par l'évaluation de la FSAU.
18. L'aide du PAM multipliera les sources de nourriture, enrayera l'aggravation de la malnutrition (sous réserve que les autres organismes et les partenaires fournissent des intrants non alimentaires complémentaires) et freinera les stratégies de survie aux effets négatifs, qui ont notamment tendance à épuiser les avoirs des ménages.

BESOINS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES (MOYENNE MENSUELLE) ET QUANTITÉ DE PRODUITS ALIMENTAIRES, PAR ZONE ET PAR ACTIVITÉ				
	Vivres au profit de l'éducation	Vivres contre travail	Secours – Distribution générale de vivres	Total
Bénéficiaires (PAM)				
Sud du pays	48 000	13 000	1 764 000	1 825 000
Nord du pays	39 000	43 000	163 000	245 000
Total	87 000	56 000	1 927 000	2 070 000
<i>tonnes</i>	6 068	9 895	320 169	336 132
Bénéficiaires (demande de CARE pour la région du centre)*			240 000	240 000
<i>tonnes</i>			14 325	14 325

(*) Les chiffres de la région du centre correspondent à la demande faite au PAM par CARE, pour une distribution de juin à août 2008; ils ne sont donc pas inclus dans la moyenne mensuelle totale des bénéficiaires.

19. Le total des besoins alimentaires du 1^{er} juin 2008 au 31 mars 2009 est de 350 457 tonnes. Le solde des engagements non réglés⁵ sur le budget actuel s'élève à 30 126 tonnes. La révision budgétaire propose 320 331 tonnes supplémentaires, ce qui porterait les besoins totaux de 223 808 à 544 139 tonnes.

⁵ Le solde des engagements non réglés est le montant non financé.



TABLEAU 2: RÉCAPITULATIF DES BESOINS DE PRODUITS (tonnes)					
Produit alimentaire	Quantité, IPSR actuelle	Quantités requises pour juin 2008–mars 2009	Solde des engagements non réglés mai 2008	Augmentation nette (B–C)	Besoins révisés jusqu'au 31 mars 2009 (D+A)
	A	B	C	D	E
Céréales	170 372	264 767	25 493	239 274	409 646
Légumes secs	21 249	35 372	623	34 749	55 998
Huile	9 628	12 686	1 668	11 018	20 646
Mélange maïs-soja	21 228	34 226	1 655	32 571	53 799
Sel iodé	611	3 023	611	2 412	3 023
Dattes	290	0	0	0	290
Sucre	430	383	76	307	737
Total	223 808	350 457	30 126	320 331	544 139

TABLEAU 3: RATIONS, PAR ACTIVITÉ			
Produit alimentaire	Vivres au profit de l'éducation (g/personne/jour)	Vivres contre travail⁶ (g/personne/jour)	Distribution générale de vivres/ secours⁷ (g/personne/jour)
Céréales	170	600	417
Légumes secs	35	72	56
Huile végétale	22	24	20
Mélange maïs-soja (ration standard)	60	0	56
Sel iodé	3,3	5	5
Sucre	20	0	0
Total	310	701	554
Total, kilocalories par jour	1 086	2 368	2 107

⁶ C'est en associant les valeurs marchandes d'une journée de travail et d'une ration journalière que l'on obtient la ration la plus importante.

⁷ En outre, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) fournit un mélange de céréales aux enfants souffrant de malnutrition et le PAM fournit une ration de secours ou une distribution générale de vivres à la famille de l'enfant. De cette façon, les besoins nutritionnels des autres membres de la famille sont couverts, et l'enfant reçoit effectivement la nourriture qui lui est destinée.



ANNEXE I-A

VENTILATION DU COÛT DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne (dollars)	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
– Céréales	239 274	291,98	69 863 404
– Légumes secs	34 749	630,36	21 904 550
– Huile végétale	11 018	1 526,42	16 818 089
– Produits divers et composés	32 571	547,85	17 843 884
– Sel	2 412	184,69	445 477
– Sucre	307	373,53	114 674
Total, produits	320 331		126 990 078
Transport extérieur			44 420 290
Transport terrestre			39 333 443
Transport intérieur, entreposage et manutention (TIEM)			37 840 701
Total, transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM)			77 174 145
Autres coûts opérationnels directs			2 633 470
A. Total, coûts opérationnels directs			251 217 983
B. Coûts d'appui directs (CAD²) (voir l'annexe I-B)			19 087 587
C. Coûts d'appui indirects (CAI) (7 pour cent)³			18 921 390
COÛT TOTAL POUR LE PAM			289 226 961

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif à titre d'information. L'allocation des CAD est réexaminée chaque année.

³ Le taux appliqué aux CAI peut être modifié par le Conseil au cours du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECT (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	4 728 320
Administrateurs recrutés au plan national	560 662
Personnel des services généraux recruté au plan national	922 945
Personnel temporaire	1 912 510
Heures supplémentaires	28 800
Primes	1 353 383
Consultants internationaux	389 070
Consultants nationaux	150 984
Volontaires des Nations Unies	511 733
Voyages officiels du personnel	2 129 829
Formation et perfectionnement du personnel	819 415
Total partiel	13 507 651
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	299 359
Charges (électricité, etc.)	218 400
Fournitures de bureau	194 800
Technologies de l'information et de la communication	800 800
Assurances	35 691
Réparation et entretien du matériel	123 600
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	1 001 200
Autres dépenses de bureau	997 086
Prestations des organisations des Nations Unies	650 000
Total partiel	4 320 936
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	220 000
Location de véhicules	189 000
Matériel de télécommunication	850 000
Total partiel	1 259 000
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	19 087 587



LISTES DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACF	Action contre la faim
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
FEWSNET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine
FSAU	Unité d'analyse de la sécurité alimentaire
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
TIEM	transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VPE	Vivres au profit de l'éducation